

**FRANCE : LE 1<sup>er</sup> MARS PROCHAIN, JOURNÉE DE BOYCOTT DES IMMIGRÉS**

**«24h sans nous pour rappeler qu'on existe»**

**De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed**

Pour prouver leur poids économique et social et leur apport passé et présent à la société française, un collectif s'est créé pour faire du 1<sup>er</sup> mars 2010 une journée sans immigrés, une journée intitulée «24h sans nous». Ce jour-là, pas de travail, pas d'école, pas de transport en commun, pas de resto, pas de cinéma, pas d'achats... Une journée où les immigrés s'effaceraient pour faire la preuve de leur nécessaire présence et manifester leur ras-le-bol de la montée en puissance des actes de stigmatisation des immigrés.

«Il y en a marre de voir que certains hommes politiques et des médias fassent leur beurre sur les Beurs», s'est écrié un des animateurs dudit collectif «Une journée sans immigrés». D'entrée de jeu, les responsables du mouvement qui en présentaient jeudi l'historique et les objectifs au cours d'une conférence de presse dans une salle de l'Assemblée nationale ont tenu à préciser que ce collectif «n'a pas pour vocation de s'affilier à un parti ou à un autre». Bien que non partisan, pour autant, le mouvement est né «d'une goutte qui a fait déborder le vase» après les propos tenus par le ministre Brice Hortefeux, en septembre dernier lors de la journée des jeunes UMP, sur les Arabes «Il en faut toujours un. Quand il y en a un, ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes».

Ces déclarations, pour le moins racistes, sont venues après bien d'autres du même tonneau et ont conduit à la création de ce collectif et au lancement de «cette journée sans immigrés» du 1<sup>er</sup> mars 2010. Si les actions de boycott sont essentiellement à caractère économique, il est clair que leurs retombées seront politiques, devait dire Nadia Lamarkbi journaliste, présidente du collectif qui a animé la conférence de presse aux côtés de l'historienne Peggy Derder, du journaliste et écrivain Nadir Dendoune (qui a fait le tour du monde en vélo et gravi l'Everest), également porte-parole du collectif, ainsi que de Yamina Larbi du collectif de Lyon et avec le concours du député PS de Seine-Saint-Denis, Daniel Goldberg. Le collectif se défend d'être «communautariste». L'appel à la mobilisation n'a pas, d'ailleurs, été limité aux immigrés, mais concerne aussi «tous les citoyens conscients de l'apport essentiel de l'immigration». Et pour preuve de cet apport, sur le plan économique et seulement sur ce plan-là, il a été rappelé que 90% des autoroutes et un logement sur 2 en France ont été construits par les immigrés.

Aussi, l'ambition affichée à cette journée est de montrer la richesse qu'apporte à l'Hexagone cette immigration et, ce faisant, «porter un changement de regard sur nous, l'immigration étant trop instrumentalisée ; son accolement à l'identité nationale (voir intitulé du ministère de l'Immigration) étant une manipulation ayant abouti à un sentiment trop présent d'«immigré=problèmes». C'est cette image qu'il faudra corriger comme il faudra aussi changer le regard que nous portons sur nous-mêmes et ne plus nous mettre dans la posture de «marginalisés et manifester notre présence et agir». Agir même en s'invitant au débat sur l'identité nationale. A ceux qui ont fait remarquer que participer à ce débat c'est, en quelque sorte, rendre ce débat crédible, le légitimer, il leur a été répondu que le débat «vicié» et monopolisé étant en cours et l'immigration étant présentée comme le danger et même contraire à l'identité nationale, «il s'agit pour notre collectif de s'inviter à ce débat en le remettant en cause et rappeler qu'il n'existe aucune identité nationale qui fasse sens et donc personne ne peut en imposer une. L'identité n'est pas figée, elle est mouvante et plurielle et personne ne peut en décréter la définition». Quant à savoir pourquoi avoir choisi la date du 1<sup>er</sup> mars, la présidente rappelle que le 1<sup>er</sup> mars 2005, est entrée en vigueur la loi CESEDA ou dispositif de l'immigration choisie qui institue l'acceptation des immigrés sur les seuls critères économiques.

Le rappel de ce que fut l'immigration et ce qu'elle est aujourd'hui et son absence de toute activité pendant 24h démontreront que sans nous, la France risque d'être bien grippée et son fonctionnement fortement stoppé. Conscients du défi que constitue le lancement de cette journée, du manque de tradition de boycott dans la société ici en France, les organisateurs s'attellent à élargir la mobilisation, à maintenir l'engouement de toutes les associations et mouvements qui ont rejoint le collectif et jalonner de rencontres le parcours qui mène jusqu'au 1<sup>er</sup> mars pour faire de cette journée un jour qui compte dans l'histoire de la France parce qu'elle aura fait bouger l'opinion publique à qui il est martelé que les maux de la France ont pour origine l'immigration.

**K. B.-A.**

**EN DÉPIT DES POSITIONS DIVERGENTES DES SYNDICATS**

**La tendance à la reprise des cours se confirme**

*C'est en rangs dispersés que les syndicats autonomes réagissent aux engagements de la tutelle. Si l'Unpef s'est ouvertement exprimée pour la reprise, le Cnapest et le Snapest réservent leur réponse alors que le CLA se dit pour la poursuite du mouvement. Sur le terrain, la tendance à la reprise se confirme.*

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)-** Le désaccord entre les syndicats autonomes quant à l'arrêt ou non de la grève a créé une certaine confusion aussi bien chez les enseignants que les parents d'élèves. Ces derniers, qui ont été «informés» la veille que la reprise avait été décidée pour mercredi, ont été surpris de constater que certains enseignants étaient toujours en grève. Et pour cause : tous ne sont pas affiliés au même syndicat ayant appelé à la reprise, information que les médias lourds ont évidemment soigneusement évité de donner. C'est donc logiquement

que les enseignants n'ont pas tous repris hier en dépit de la demande pressante de la tutelle. Dans certaines écoles, la reprise a été constatée tandis que dans les lycées, en particulier, elle n'est que partielle. Une situation à mettre sur le dos des divergences qui continuent de miner les syndicats autonomes de l'éducation.

En décidant du mot d'ordre de la grève, les différents syndicats autonomes ont pourtant réussi là où ils échouent depuis de longues années. Ils viennent de s'imposer comme partenaires incontournables. Après des années de dia-

logue de sourds, de grèves cycliques, les syndicats autonomes viennent d'arracher le droit à la négociation. Un droit qui leur était auparavant refusé puisque seuls les syndicats proches de la Centrale syndicale avaient le droit de s'asseoir à la table des négociations.

Un acquis non négligeable que les syndicats autonomes doivent impérativement capitaliser non pas en se présentant en rangs mais en faisant front. L'expérience a démontré qu'à chaque fois que les syndicats autonomes ont fait pression ensemble, ils ont eu gain de cause. Les acquis qu'ils viennent d'arracher ne sont pas des moindres. Cela fait des années qu'ils essayent d'ouvrir la discussion sur la gestion des œuvres sociales. En forçant la tutelle à abroger la décision qui met entre

les mains de la seule Centrale syndicale la manne incroyable des œuvres sociales, les syndicats autonomes viennent d'opérer un changement significatif qui met un terme à un monopole que rien ne justifiait. Ils ont également réussi à faire reculer le gouvernement sur la question de la rétroactivité du régime indemnitaire.

Face à la pression, la directive du Premier ministre a été abrogée, et ce ne sont pas seulement les travailleurs de l'éducation qui en bénéficieront, mais l'ensemble des fonctionnaires. La bataille n'est cependant pas finie : les syndicats autonomes devront se préparer à se battre pour un régime indemnitaire à la hauteur de leurs attentes. Une lutte qu'ils ne mèneront à bien que s'ils laissent de côté les luttes de leadership.

**N. I.**

**LA TUTELLE N'A PAS CONVAINCU LE CLA**

**Le syndicat maintient son appel à la grève**

*Alors que les syndicats de l'Éducation nationale grévistes ont appelé à la reprise des cours, le Conseil des lycées d'Algérie (CLA), lui, maintient le débrayage. Ce dernier ne semble pas convaincu de la bonne volonté de Benbouzid. Le CLA demande plus que des engagements écrits. Il veut des actions concrètes.*

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)-** Pour le CLA, il n'est pas question de reprendre les cours. Le syndicat ne renonce pas à son mouvement de protestation. La raison ? Selon Idir Achour, chargé d'information auprès du syndicat, la tutelle n'a apporté aucune réponse positive aux revendications soulevées par la base.

Pour le représentant des lycées, les procès-verbaux signés entre le ministre de l'Éducation nationale et les syndicats n'apportent rien de concret. «Rien n'a été fait, à part la recevabilité des

revendications, qui vont être renvoyées aux calendes grecques», a estimé le conférencier. Pour le CLA, un mouvement qui a prouvé une telle mobilisation des enseignants ne doit pas prendre fin en ne se contentant que de vagues promesses.

Le porte-parole du syndicat estime que les trois commissions installées, réunissant la tutelle et les trois syndicats du secteur, ne peuvent être considérées pour autant comme une réponse favorable. «De telles commissions ont déjà prouvé leur efficacité pour la

temporisation et la fuite en avant des pouvoirs publics. Est-ce qu'un jour en Algérie, une commission a donné une réponse, quelle qu'elle soit ?», s'est interrogé le syndicaliste. Ajoutant que pour l'essentiel des revendications, aucune réponse favorable n'a été donnée. Le CLA veut du concret concernant la nouvelle augmentation du point indiciaire et la différence en termes chiffrés entre l'ancien régime indemnitaire et le nouveau.

Le CLA appelle, également, à la révision du statut particulier qui, souligne-t-il, nie toute promotion réelle. «Il n'y a aucune volonté de rectifier l'injustice existant dans le nouveau statut particulier», selon l'intervenant. Le syndicat appelle aussi à l'intégration des enseignants contractuels et à l'accès à la retraite après 25 ans de service.

Pour la question des œuvres sociales, le syndicat sollicite sa dissolution et l'octroi, à la place, d'un 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> mois de salaire aux travailleurs du secteur. Ainsi, le CLA estime que ce que les autres syndicats ont considéré comme des acquis n'est en réalité que de simples promesses sans lendemain. Etre le seul syndicat à appeler à la poursuite de la grève ne risquerait-il pas de fragiliser le mouvement ? Non, estime le syndicaliste qui, toutefois, n'exclut pas de geler son mouvement s'il se retrouve seul sur le terrain. Confiant, le CLA espère que le Cnapest, lui aussi, maintiendra la mobilisation.

Le CLA va tenir son assemblée générale lundi prochain pour décider des suites à donner à son mouvement de protestation.

**S. A.**

**COMITÉ DE COORDINATION DES MUTUELLES :**

**«Nous n'avons pas été consultés au sujet du programme de la tripartite»**

*Depuis une semaine, les responsables du Comité de coordination des mutuelles ne décolèrent pas. Ils affirment ne pas avoir été consultés à propos de l'inscription de la question des mutuelles à l'ordre du jour de la prochaine tripartite.*

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) -** Le Comité de coordination des mutuelles a été créé pour défendre les droits des instances et des travailleurs qu'elles représentent, a expliqué M. Cherikhi, président de la Mutuelle des matériels de construction.

Selon les représentants du comité, les pouvoirs publics ont été saisis dès que l'information concernant l'inscription des mutuelles à l'ordre du jour de la tripartite a été rendue publique. «Nous n'avons pas été informés de cette situation, nous en avons pris connaissance par le

biais de la presse. Et après consultation, 21 mutuelles parmi les plus importantes se sont réunies et ont pris des résolutions», a déclaré M. Cherikhi.

Ainsi, ils ont pris la décision de se constituer en coordination et surtout de demander le report ou l'annulation du nouveau point inscrit à l'ordre du jour de la tripartite.

«Nous, qui sommes les principaux concernés, n'avons pas été consultés. Nous voulons ainsi mettre en évidence nos préoccupations en vue de sauvegarder notre organisation qui sert les intérêts de milliers de travailleurs qui cotisent», clament les représentants des mutuelles.

Ils se sont aussi interrogés sur l'inscription de la question des mutuelles à l'ordre du jour de la tripartite en expliquant qu'il n'y a aucune raison justifiant qu'elle doive être débattue lors de cette réunion. Ils diront, aussi, qu'il leur a été impossible de savoir qui a inscrit ce point au

programme de la tripartite. Les intervenants reprocheront aussi au ministère du Travail l'absence de concertation avec les mutuelles. «Ce sont les travailleurs qui cotisent pour que les mutuelles puissent fonctionner ; nous sommes donc complètement indépendants.

Le ministère n'est pas une tutelle directe et nous sommes un organisme qui active sur la base de l'indépendance de ses adhérents», soulignent les représentants des mutuelles qui disent ainsi refuser que des discussions soient entamées sur les cotisations des travailleurs. Ils noteront aussi que des propositions de développement ne seront pas refusées alors que toute tentative de désigner des administrateurs sera rejetée.

Les représentants des mutuelles réunis hier évoqueront également la question de la création d'une fédération, rejetée par les autorités concernées.

Cette instance, selon les mutualistes, leur aurait permis de se développer et d'aller notamment vers la création de mutuelles d'assurances. Selon les chiffres avancés hier, les adhérents des mutuelles, tous secteurs confondus, sont au nombre de 1,2 million, et 7 millions de bénéficiaires sont couverts.

**F.-Z. B.**

**Rectificatif**

Dans notre édition d'hier, une malencontreuse erreur s'est glissée dans le titre de l'article paru en ouverture de la page 7.

Il fallait lire «Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle, Recrutement de 125 000 diplômés à la mi-novembre» au lieu de «Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle, Recrutement de 125 000 diplômés à la mi-novembre à Constantine». Nous nous en excusons auprès de l'auteur et de nos lecteurs.

**A. B.**